



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2774
1er octobre 2021
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE **OUVRIÈRE**

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

Le 5 octobre, saisissons l'occasion pour contester!



**Assurance-
chômage**
**Nouvelle attaque
gouvernementale**

Page 3

**Face à la hausse
des prix**
**Augmenter les salaires
et les pensions**

Page 5

**Grande-
Bretagne**
**L'absurdité
du Brexit**

Page 16

Leur société

- Assurance chômage: attaque sur les droits 3
- Salaires : question de point de vue 3
- Débat Zemmour-Mélenchon 4
- Le Pen en campagne: la classe ouvrière en ligne de mire 4
- Visas pour les Maghrébins: démagogie anti-immigrés 4
- Devant la hausse des prix: augmentation des salaires et des pensions! 5
- Tarifs du gaz: des hausses insupportables 5
- Ça gaze pour eux 5
- Santé mentale: grands discours et sombre réalité 6
- Tests payants: une mesure inacceptable 6
- Covid-19: ceux qui en profitent 6
- Toxicomanes à Paris 19^e: une situation intenable 6
- Éducation nationale: abus de précarité 7
- Lycée Paul Éluard - Saint-Denis: non à la fermeture de la cantine! 7
- Météo France: tempête contre les emplois 7
- Chargeurs de téléphones: le gâchis 7
- Lubrizol: patron coupable, État complice 7

Dans le monde

- Allemagne: après les élections, les problèmes restent entiers 8
- Mali: la France ne veut pas laisser la place 8
- Chine: la bulle immobilière menace d'exploser 9
- États-Unis: footballeuses: 1 - fédération: 0 9
- Défense de l'environnement: des militants assassinés 9
- Grande-Bretagne: l'absurdité du Brexit 16
- Aide au développement: celui des capitalistes 16
- Manifestations pour le climat: viser les causes 16

Dans les entreprises

- Bus Transdev - Région parisienne 11
- Verrerie Arc - Pas-de-Calais 11
- Mars-Wrigley - Biesheim 11
- Gare du Nord - Paris 12
- SNCF 12
- Castex a un plan: les chômeurs peuvent attendre 13
- Réseau31 13
- Ville de Grenoble 13
- La Poste - Villeneuve-d'Ascq 13
- Epanou - Annecy 14
- Sages-femmes en grève 14
- Aides à domicile 14
- CHRU de Nancy 15
- Hôpital de Mulhouse: 15

Il y a 100 ans

- La révolution russe et l'émancipation des femmes 10

Agenda

- Fêtes et meeting 3

Le 5 octobre: saisissons l'occasion pour contester!

Mardi 5 octobre, une journée interprofessionnelle est appelée par la CGT, FO, la FSU et Solidaires. Quand on est convaincu que le monde du travail doit reprendre le chemin des luttes, il faut en être.

Il y aura autant de situations différentes que d'entreprises. Dans certaines, il n'y a pas d'appel. Dans d'autres, il y aura un débrayage et une délégation de salariés se joindra à une des manifestations. Et dans celles où les salariés sont en lutte, à Transdev, par exemple, où les conducteurs de bus font grève contre le recul de leurs conditions de travail, ou encore à Marseille où les éboueurs refusent l'allongement de leur temps de travail, il y aura peut-être suffisamment de troupes motivées pour faire un cortège.

Mais quel que soit le degré de mobilisation dans leur entreprise, ceux qui sont en colère doivent se manifester. Il faut montrer qu'il y a des femmes et des hommes qui veulent se battre même si la lutte est difficile et s'il n'y a pas la perspective de gagner immédiatement.

À leur façon, c'est ce que qu'ont fait les opposants au passe sanitaire qui sont descendus dans la rue tous les samedis cet été. C'est ce qu'ont fait, il y a deux ans, les gilets jaunes. Ils ont refusé de se taire, et même sans perspective de victoire, ils ont continué longtemps à exprimer leur hostilité et à rassembler autour d'eux. Il faut que la même combativité s'exprime dans le monde du travail. Et ce ne sont pas les raisons qui manquent!

Depuis deux semaines, des milliers de salariés de la santé sont passés du statut de héros à celui de parias et se retrouvent suspendus et privés de salaire. C'est une attaque inédite contre le monde du travail. Éloigner les non-vaccinés des malades pour réduire les risques est une chose. Mais de quel droit le gouvernement les prive-t-il de salaire?

Au 1^{er} octobre, le gouvernement va enlever 50, 100 ou 200 euros sur les allocations d'un million de chômeurs, alors que tous les signaux économiques sont au vert, nous dit-on, et que l'argent dégouline dans les grandes entreprises!

Des centaines de milliers d'ouvriers vivent sous la menace d'une fermeture d'usine ou d'un licenciement, d'autres sous la menace de l'amputation durable de leur salaire, à cause du chômage partiel imposé par le grand patronat, ou de la disparition de primes, alors que le coût de la vie, le carburant, le gaz et l'électricité flambent.

Eh bien, montrons que toutes ces ignominies ne passent pas! Montrons que ceux qui en sont victimes ne sont pas seuls et qu'ils peuvent se rallier à un camp, celui des travailleurs conscients de leurs intérêts collectifs. Employés dans le privé ou le public, dans l'industrie ou les services, en emploi fixe ou précaire, montrons que nous voulons nous battre ensemble.

Beaucoup de salariés ne voient dans cet appel qu'une promenade syndicale de plus. Et c'est bien comme cela que l'envisagent les directions syndicales, car pour changer le rapport des forces avec le patronat, il faudrait un véritable plan de combat, avec des objectifs de lutte, appuyé par une campagne d'agitation dans les entreprises comme dans les médias. Il faudrait en finir avec les appels catégoriels qui dispersent le mécontentement avant même qu'il se fasse entendre. Il faudrait être à l'offensive et chercher le moyen de riposter à chaque attaque gouvernementale et patronale.

Les directions syndicales n'ont pas cette volonté. Celle-ci doit venir des travailleurs les plus combatifs et les plus conscients. Alors, mettons à profit cette journée pour réaffirmer la nécessité d'une lutte d'ensemble des travailleurs, car la société capitaliste a toujours été féroce pour les exploités et ils n'ont été en mesure d'inverser la vapeur qu'en se battant unis.

Profitons-en pour discuter entre nous de nos problèmes de travailleurs, mais aussi de l'évolution de toute la société, car derrière les attaques patronales, c'est aussi l'avenir de nos enfants et de la société qui est en cause.

Où nous mène cette société capitaliste? Elle a développé d'immenses possibilités scientifiques et techniques. Mais la bourgeoisie s'en sert pour assouvir ses caprices de riches et imposer une vie de plus en plus dure aux classes laborieuses!

En s'opposant à la classe capitaliste, en visant leur émancipation, les travailleurs peuvent remettre la société sur ses pieds. C'est fort de cette conscience que le monde du travail peut redevenir la force contestataire capable de peser sur la politique patronale et gouvernementale.

Dénoncer, regrouper ceux qui n'acceptent pas d'être piétinés et écrasés est le point de départ obligé de cette prise de conscience. Mobilisons-nous le 5 octobre dans ce sens.

Nathalie Arthaud



Assurance chômage : attaque sur les droits

C'est le 1^{er} octobre que la réforme de l'assurance chômage entre en vigueur. Pour un peu plus d'un million de travailleurs au chômage, 1,15 million selon l'Unedic, l'indemnisation va baisser de 17% en moyenne par rapport à celle, déjà insuffisante, qu'ils auraient pu toucher auparavant. Cette baisse pourra aller jusqu'à 40% pour 400 000 des plus précaires.

D'autres mesures contenues dans cette réforme pourraient même priver de toute indemnisation des centaines de milliers de travailleurs précaires qui aujourd'hui survivent de petit contrat en petit contrat, d'une semaine, de deux jours ou d'un seul, en intérim ou en CDD. Pour avoir droit à une indemnisation, il faudra en effet avoir travaillé 130 jours durant les

vingt-quatre mois précédents, ou 910 heures, ce qui n'était pas le cas jusque-là.

« Il faut s'assurer qu'il n'est jamais plus rentable de ne pas travailler que de travailler » a martelé Macron le 17 septembre lors d'une réunion à la Mutualité à Paris devant des artisans et commerçants. Roux de Bezieux, le dirigeant du Medef, quant à lui s'est déclaré satisfait. Et pour cause. Le patronat

cherche depuis bien longtemps à contraindre les travailleurs à accepter n'importe quel travail, à n'importe quel salaire.

C'est toute la classe ouvrière qui est attaquée au travers de cette réforme, non seulement parce que personne n'est à l'abri d'un licenciement, d'une fermeture d'usine, ou plus encore d'une fin de contrat, mais aussi parce qu'elle est une arme dans les mains des patrons, pour baisser tous les salaires. Contre cette attaque comme contre toutes les autres, il faut une réaction unie de tous les travailleurs.

Aline Retesse

Salaires : question de point de vue

Dans un interview sur LCI le 27 septembre, répondant à Le Maire et à Castex qui font mine en cette année électorale d'inciter le patronat à revaloriser les salaires, le président du Medef a affirmé qu'« une augmentation des salaires, c'est aussi une augmentation des prix ».

Que voilà une conception étriquée de l'économie... Une augmentation de salaire, aussi douloureuse soit-elle pour Roux de Bezieux, cela peut aussi être une diminution des profits.

Il est vrai que dans ce



cas, cela ne passe pas par un paisible débat entre patronat et gouvernement, mais par un explosif, imprévisible et tonitruant coup de colère des travailleurs.

T. B.

À la fête de Lutte ouvrière de Lille

Samedi 25 septembre, la fête régionale de Lutte ouvrière dans le Nord a enfin pu réunir militants et sympathisants, aussi nombreux qu'en 2019.

Plus de 250 personnes ont participé à un débat avec Nathalie Arthaud. Des témoignages ont évoqué la dégradation des conditions de travail, les attaques des patrons et de l'État contre les travailleurs, embauchés, précaires ou sans-papiers, dans les entreprises publiques, comme dans les

groupes privés. Plusieurs intervenants ont tenu à parler de la montée de l'extrême droite et comment elle s'exprime dans la vie de tous les jours, des divisions que cela sème entre les travailleurs, mais aussi de leur fierté d'appartenir à un courant politique qui affirme : Travailleurs de tous

les pays, unissons-nous!

Des militants ont exprimé la nécessité de mobiliser autour d'eux, notamment pour le 5 octobre, malgré les difficultés, et comment, dans leur entreprise, ils se battent pour regrouper des travailleurs, à la fois pour défendre leurs conditions de travail et pour lutter contre l'ordre capitaliste.

Correspondant LO



AGENDA

Fêtes régionales de Lutte ouvrière

Toulouse

Samedi 2 octobre de 18 heures à minuit et dimanche 3 octobre de 11 heures à 18 heures

Salle des fêtes de Ramonville-Saint-Agne (Parc technologique du Canal)

avec Nathalie Arthaud

Rennes

Samedi 2 octobre de 15 heures à minuit Carrefour 18 7, rue d'Espagne

avec Nathalie Arthaud

Limoges

Samedi 2 octobre à partir de 16 heures Maison du Temps Libre à Landouge

Orléans

Fleury les-Aubrais

Samedi 9 octobre de 14 heures à minuit

Salle des Bicharderies ZA des Bicharderies

Tours Saint-Pierre des-Corps

Samedi 9 octobre de 14 h 30 à minuit Salle des fêtes, (près de la mairie)

Besançon

Samedi 16 octobre de 15 heures à minuit Salle de la Malcombe

avec Nathalie Arthaud

Dijon

Dimanche 17 octobre à partir de 11 h 30 à Longvic

avec Nathalie Arthaud

Reims

Dimanche 24 octobre de 11 heures à 20 heures

Salle des Péniciens (Châtillons)

avec Nathalie Arthaud

Bordeaux

Samedi 6 novembre de 11 heures à 19 heures

Salle Son-Tay

avec Jean-Pierre Mercier

Grenoble

Samedi 6 novembre à partir de 15 heures

Salle des Fêtes d'Échirolles

avec Nathalie Arthaud



Meeting à Paris avec Nathalie Arthaud
Samedi 9 octobre à 15 heures

Théâtre de la Mutualité

24, rue Saint-Victor, Paris 5^e
Métro: Maubert-Mutualité

Du fait des conditions sanitaires imposées dans de nombreuses salles accueillant du public, chaque participant devra présenter un passe sanitaire.

Le meeting sera retransmis en direct sur le site de Lutte ouvrière.

Débat Zemmour-Mélenchon : contre l'extrême droite, défendre les perspectives communistes révolutionnaires

Le débat sur BFM jeudi 23 septembre entre le journaliste d'extrême droite Zemmour, candidat hypothétique à la présidentielle, et le candidat déclaré de LFI Mélenchon a été regardé par plus de 3,8 millions de personnes.

Zemmour a pu laisser libre cours à sa haine des immigrés en général et des musulmans en particulier. Il s'inscrit dans le sillage de Le Pen, mais c'est aussi la politique du gouvernement Macron, ses campagnes sur l'islamo-gauchisme et autres dangers séparatistes qui lui donnent des ailes. C'est ainsi qu'il a pu tranquillement déclarer, à une heure de grande écoute, que plusieurs millions d'habitants musulmans de ce pays, dont beaucoup ont d'ailleurs la nationalité française, ne seraient pas « assimilables » par la république. Le fait qu'il puisse étaler son racisme préoccupe et choque à juste titre une partie de l'opinion.

De telles idées prospèrent sur le terrain de la

crise et du désarroi qu'elle engendre. La progression de l'extrême droite est aussi la conséquence des déceptions accumulées devant la politique des différents gouvernements de gauche contre la classe ouvrière. Zemmour a d'ailleurs eu beau jeu de rappeler à Mélenchon, qui promettait de s'en prendre aux inégalités sociales s'il était élu, qu'il avait été ministre durant le gouvernement Jospin, et que son modèle, Mitterrand, avait gouverné durant 14 ans.

Zemmour lui-même ne promet bien sûr rien aux classes populaires et aux travailleurs. Au-delà de discours aussi radicaux que haineux contre les immigrés, il s'incline respectueusement, comme tous les politiciens bourgeois, devant les

intérêts du patronat, auquel il promet de supprimer les impôts et de continuer à les soutenir en rognant sur les dépenses sociales d'un État « trop généreux ».

Dans ce débat, Mélenchon s'est présenté comme l'ennemi de Zemmour et de l'extrême droite au nom d'une autre idée de la France, plus ouverte et

créolisée. Mais ce n'est pas au nom de la France, mais bien au nom de leurs intérêts de classe que les travailleurs conscients doivent combattre l'extrême droite.

Si Zemmour présente les musulmans comme « non assimilables » par la république, le patronat a, lui, parfaitement su les « assimiler », en les intégrant aux bataillons d'exploités dont il tire profit. Les travailleurs qui se laissent avoir par la diversion raciste que leur proposent les Zemmour et autres Le Pen, se privent de la seule arme dont ils disposent pour changer leur sort : la force collective d'une classe sociale composée de femmes et d'hommes qui, au-delà de leurs différences de religion, de nationalité ou de couleur de peau, ont les mêmes exploités et les mêmes intérêts à défendre.

Arnaud Louvet



Le Pen en campagne : la classe ouvrière en ligne de mire

Les candidats de droite et d'extrême droite qui prétendent s'adresser à l'électorat populaire savent que le délire raciste pathologique et l'incantation à Jeanne d'Arc ne touchent, et c'est heureux, qu'une très faible partie de l'électorat.

L'écrasante majorité des travailleurs étant logiquement préoccupée par ses problèmes réels, le chômage, les bas salaires, le logement, les difficultés concrètes de la vie, Le Pen, ses porte-parole et ses concurrents sont contraints de venir sur ce terrain.

Ainsi Bardella, président par intérim du RN, prétendait le 28 septembre sur France Inter que l'arrêt de l'immigration ferait automatiquement augmenter les salaires des travailleurs français. Et ce bon apôtre du patronat d'affirmer que les immigrés acceptaient d'être exploités, tirant ainsi les salaires vers le bas. Mais c'est bien l'employeur qui fixe le montant des salaires. Non seulement Bardella n'a

pas un mot contre les exploités, mais il leur facilite la tâche en dressant les travailleurs les uns contre les autres.

Ce même souci pousse Marine Le Pen, sa patronne, à mettre en avant la préférence nationale, c'est-à-dire le fait de réserver aux seuls titulaires de la carte d'identité française l'accès aux prétendus avantages sociaux. Devant l'évidente misère sociale, l'extrême droite et la droite qui lui dispute le terrain affirment que réduire le salaire des étrangers fera monter celui des Français, qu'expulser les familles immigrées libérera des logements pour les familles bien de chez nous, que priver les petits Karim d'allocations permettra

de payer des tablettes aux Kevin des faubourgs. C'est évidemment faux. L'appauvrissement des classes populaires est général et se fait au bénéfice exclusif des classes possédantes. Il continuera, avec ou sans Le Pen, tant que les travailleurs eux-mêmes n'y mettront pas fin. En l'absence d'une telle mobilisation des travailleurs, sur des bases de classe, c'est-à-dire sans distinction de nationalité, d'origine, de religion, la propagande xénophobe dessine un sombre avenir.

Quelle que soit l'issue du scrutin, cette propagande affaiblit les travailleurs puisqu'elle contribue à diviser leurs rangs. La lutte contre l'extrême droite et contre l'avenir qu'elle prépare commence par l'affirmation de l'unité de la classe ouvrière : attaquer le dernier sans-papiers arrivé, c'est nous attaquer tous!

Paul Galois



Visas pour les Maghrébins : démagogie anti-immigrés

Le 28 septembre, Gabriel Attal a confirmé la décision du gouvernement de diviser par deux le nombre de visas attribués aux Algériens et aux Marocains et de 30% ceux attribués aux Tunisiens, par rapport à l'année

2020. La justification avancée par le porte-parole du gouvernement, « ces pays n'acceptent pas de reprendre des ressortissants que nous ne souhaitons pas et ne pouvons pas garder en France », s'apparente à un chantage

pur et simple. Cette mesure sera un obstacle supplémentaire pour tous ceux qui souhaitent venir en France, ne serait-ce que pour voir leur famille.

En réalité, la raison invoquée n'est qu'un

prétexte. Cela fait partie de la campagne électorale de caniveau de Macron qui cherche à gagner des voix du côté de l'électorat le plus réactionnaire sur le terrain de la démagogie anti-immigration. Les travailleurs

conscients se doivent de dénoncer de telles mesures qui sont des entraves à la libre circulation et une tentative d'opposer les travailleurs d'un côté et de l'autre de la Méditerranée.

Aline Retesse

Devant la hausse des prix : augmentation des salaires et des pensions !

Plus 12,6 % d'augmentation pour le tarif régulé du gaz au 1^{er} octobre, plus 20 % sur le prix moyen de l'essence depuis un an, augmentation en cours du prix du pain et des pâtes : la flambée des prix frappe les classes populaires.

Craignant que ces hausses spectaculaires ne provoquent la colère de dizaines de milliers de ménages en difficulté, le gouvernement a promis pour décembre un versement supplémentaire de 100 euros du chèque énergie. Ce chèque soulagera un tout petit peu les six millions de personnes qui peuvent en bénéficier. Mais il reste dérisoire devant les hausses des factures de gaz et d'électricité. Il est d'abord destiné à montrer que Macron se préoccupe du pouvoir d'achat à quelques mois de la présidentielle. Surtout, ce chèque payé par la collectivité est une façon d'esquiver le problème réel : le refus du patronat d'augmenter les salaires.

Depuis des années, les salaires sont bloqués. Ils sont même à la baisse, car dans de multiples secteurs,

les emplois retrouvés sont moins qualifiés et moins bien payés que ceux perdus. Dans l'hôtellerie et la restauration, confrontées à une pénurie de main-d'œuvre depuis la sortie des confinements, patronat et gouvernement sont obligés d'en convenir : les salaires sont trop faibles pour des conditions de travail difficiles et des horaires à rallonge. En guise de réponse, Macron vient d'inventer la défiscalisation des pourboires payés par carte bleue, ce qui ne concernera probablement pas beaucoup de serveurs ! Revenir à la rémunération des serveurs au pourboire et faire prendre en charge une partie de leur salaire par des exonérations d'impôts, les patrons de la restauration ont aussitôt applaudi.

Avec ce gadget sorti du chapeau, Macron est dans la

droite ligne de tous les gouvernements qui multiplient depuis des décennies les baisses de la TVA, d'autres impôts ou des cotisations. C'est aussi le discours tenu par de nombreux prétendants à l'Élysée. Pour Marine Le Pen, « *augmenter les salaires, c'est faire peser une charge sur des entreprises* ». Comme les autres, elle propose de baisser les cotisations sociales ou encore de supprimer une partie de la TVA ou des taxes sur l'énergie. Valérie Pécresse, comme Dupont-Aignan, souhaite une augmentation des salaires net de 10 %, mais en baissant d'autant les « charges salariales », autrement dit en vidant un peu plus les caisses de retraite ou de l'assurance maladie.

Devant l'inflation qui revient en force, quelles que soient ses causes, spéculations, désorganisation du marché, pénuries, qu'elle soit conjoncturelle ou durable, la seule réponse acceptable pour les travailleurs est une augmentation des salaires et des pensions. Ces augmentations doivent entièrement être financées par le patronat, en lui imposant de les prélever sur ses bénéfices. Pour augmenter les retraites et les autres pensions, il faut augmenter les cotisations patronales et leurs impôts, pas les baisser. Les travailleurs ne font pas la manche. Ils ne veulent pas des bons d'achat ou des chèques énergie. Eux qui font fonctionner toute la société doivent pouvoir vivre dignement de leur travail et donc de leurs salaires qui doivent être indexés sur le coût réel de la vie.

Xavier Lachau



Tarifs du gaz : hausses insupportables

Le 1^{er} octobre, les tarifs réglementés du gaz augmentent de 12,6 %. En cumulé, depuis le 1^{er} janvier, cela fait une hausse de presque 60 %.

Trois millions de foyers abonnés aux tarifs réglementés via Engie sont directement concernés. Mais deux autres millions de foyers ayant souscrit un abonnement à un tarif dit « libre » auprès d'autres fournisseurs vont aussi subir l'augmentation, car le prix du gaz est de toute façon indexé sur les tarifs réglementés. Au total, la moitié des consommateurs sont touchés.

Cette décision a été prise sous la pression des dirigeants des grands groupes fournisseurs de gaz comme Engie, EDF ou Total, et avec l'accord du gouvernement. Sur les marchés, le prix du gaz a été multiplié par quatre en neuf mois. Alors, du point de vue de tous ces grands groupes, les tarifs réglementés ou indexés de l'énergie augmentent beaucoup trop lentement et sont des freins aux profits

exceptionnels que la situation leur offre.

Devant le scandale que représente cette nouvelle hausse, et alors qu'il n'a même pas fait mine de s'y opposer, le gouvernement a dit qu'il allait prendre « des mesures ». Peut-être qu'il suivra l'exemple du gouvernement espagnol qui vient d'annoncer la baisse des taxes étatiques sur l'énergie, le plafonnement de certains tarifs et l'annonce d'une surtaxe sur les bénéfices des fournisseurs. Mais en réalité, il ne s'opposera pas à l'appétit des fournisseurs. Il cherchera juste à laisser croire qu'il le fait, tout en laissant, de fait, les grands groupes racketter la population.

Il n'y a que les travailleurs eux-mêmes qui pourront, par leurs luttes, défendre leur niveau de vie.

Pierre Royan

Ça gaze pour eux

À en croire les commentateurs, l'explosion des prix du gaz s'expliquerait par la reprise économique mondiale. La demande accrue ferait monter les prix et la situation actuelle ne serait qu'un moment difficile à passer.

Mais si la consommation mondiale de gaz a beaucoup augmenté cette année par rapport à 2020, elle est en réalité du même niveau qu'en 2019, 2018 ou 2017. C'est l'offre de gaz des grandes multinationales qui s'est réduite et c'est ce qui a provoqué la pénurie.

L'année dernière, à cause des confinements liés au Covid-19 et parce qu'il était plus compliqué d'envoyer des équipes techniques sur les lieux de production, il y a eu très peu de maintenance sur les installations. Et cela, alors que depuis plusieurs années, il y a une diminution générale des investissements. Tout cela a fait que les capacités de production ont

diminué. Mais pour les grandes compagnies, cette situation a été une aubaine : non seulement elles n'ont pas dépensé en investissement et en plus elles ont profité des prix élevés. Et les profits ont suivi.

Il faut aussi ajouter l'action des spéculateurs, qui sont souvent aussi les grandes compagnies elles-mêmes. Comme les stocks de gaz des pays européens sont très bas alors que l'hiver arrive, les spéculateurs ont acheté des quantités importantes de gaz qu'ils ont retirées du marché, en espérant les revendre beaucoup plus cher au milieu de l'hiver. Cela a aggravé la pénurie et fait encore monter les prix.

P. R.



Les pourboires défiscalisés... ou de vraies augmentations de salaires.

Sil rouge

Le vert et le vair

Yannick Jadot, vainqueur de la primaire organisée par les écologistes sera donc leur candidat à l'élection présidentielle. Il promeut l'écologie de gouvernement, c'est-à-dire sa propre capacité à être

ministre, voire président, sans déranger l'ordre établi. Ce type d'écologie avait connu un premier succès quelques jours auparavant, passé il est vrai inaperçu. Le groupe Kering, propriété de la famille

Pinault, une des plus riches du pays, renonce à utiliser la fourrure animale pour ses collections de haute couture.

Les visons passent, les politiciens carriéristes espèrent, les Pinault restent.

Mac d'eau

Sous prétexte de respect de l'environnement, les restaurants McDonald's ne vendent plus d'eau en bouteille plastique. Elles sont remplacées par des

gobelets en carton, contenant... de l'eau du robinet filtrée, que McDo vend à 7 euros le litre !

Chez McDo, les profits coulent de source.



Santé mentale : grands discours et sombre réalité

Les Assises de la santé mentale, qui viennent de se tenir, ont été l'occasion pour Macron de prononcer un discours répondant bien plus aux besoins de sa campagne électorale qu'à ceux de la psychiatrie.

Heureusement bien d'autres intervenants, des professionnels voulant réellement répondre aux difficultés des patients et des soignants, ont mis en lumière le manque de moyens dont souffre la psychiatrie. Ce qui est connu depuis longtemps et a déjà fait l'objet de nombreux rapports officiels, sans que les autorités gouvernementales n'en fassent grand-chose.

Les soins psychiatriques manquent en France de moyens de toutes sortes. Il y a pénurie de médecins psychiatres pour prendre en charge des patients « en ville ». D'après les projections du ministère de la Santé, leur nombre devrait encore diminuer de 8% d'ici à 2030 ! Il en manque beaucoup dans les hôpitaux psychiatriques au point que des renouvellements de prescription, y compris quand

il s'agit de contention, c'est-à-dire d'attacher solidement à un lit des patients en crise, se font semaine après semaine sans avoir le temps de les examiner. Il y a d'ailleurs une tendance au retour à la contention, « moyen thérapeutique » d'un autre âge, faute d'infirmiers et d'aides-soignants pour s'occuper des malades.

Les Centres médico-psychologiques (CMP), censés offrir des consultations à la population et éviter que les pathologies ne s'aggravent au point de nécessiter des hospitalisations, sont tellement dépourvus de personnel qu'il faut six à douze mois pour un premier rendez-vous. Ce qui est particulièrement dramatique pour dépister et diagnostiquer à temps les troubles chez les enfants.

Macron promet de créer 800 postes de psychologues pour y remédier. C'est très



SIMON LAMBERT REA

insuffisant. Cette annonce inclue-t-elle les 80 postes déjà annoncés en décembre dernier pour faire face à l'afflux d'étudiants en détresse psychologique ? En France, il n'y a qu'un psychologue pour 15 000 étudiants, c'est

un pour 3 000 aux États-Unis. Ce n'est pas le remboursement de certaines consultations qui fera surgir les structures et les professionnels nécessaires. Ce n'est pas la mise en place d'un numéro vert de prévention

des suicides qui améliorera la prise en charge des patients. La politique d'économie en matière de santé, en vigueur depuis des dizaines d'années, est inhumaine et criminelle.

Lucien Déroit

Tests payants : une mesure inacceptable

Emmanuel Macron l'avait annoncé le 12 juillet, les tests PCR et antigéniques de dépistage du Covid deviendraient payants dès l'automne. Cela sera effectif le 15 octobre.



les gens à se faire vacciner, d'où le maintien du remboursement pour toutes les personnes déjà vaccinées. Une fois de plus les non vaccinés sont montrés du doigt et le gouvernement leur fait payer, au sens propre, les conséquences de leur choix.

Pour le moment, le gouvernement ne remet en cause que partiellement la gratuité des tests. Il n'en reste pas moins que la méthode consistant à pénaliser financièrement ceux qui refuseront d'être vaccinés est inacceptable. Ce sont les plus pauvres qui en pâtiront le plus. C'est la politique du mépris et de la contrainte qui se poursuit. Quant à la lutte contre l'épidémie, le gouvernement s'en moque car il n'hésite pas à rendre encore plus vulnérable la partie de la population qui n'aura plus les moyens de se tester et de faire obstacle à la propagation du virus.

La mesure du gouvernement est inacceptable : tous les tests devraient rester gratuits, en prenant sur les profits des laboratoires et de l'industrie pharmaceutique pour les financer.

Cédric Duval

Covid-19 : ceux qui en profitent

En 2020, le chiffre d'affaires des laboratoires d'analyses médicales a bondi de 37,4% en France, pour atteindre 6,2 milliards d'euros, une augmentation presque exclusivement due à l'activité de dépistage du Covid-19.

L'année 2021 s'annonce encore plus florissante.

Tous les tests sont remboursés depuis un an et demi. Les laboratoires d'analyses sont ainsi, à côté des Big Pharma, un autre secteur capitaliste dont les profits proviennent directement des caisses publiques, et ont explosé. L'enveloppe de 2 milliards d'euros

prévue dans le budget de la Sécurité sociale pour les dépistages du Covid-19 a largement été dépassée. Elle devrait atteindre au moins 4,9 milliards d'euros. Et c'est aux travailleurs que l'État présentera la note, d'une façon ou d'une autre.

Thomas Baumer

Toxicomanes à Paris-19^e : une situation intenable

Vendredi 24 septembre, une cinquantaine de toxicomanes ont été évacués des jardins d'Éole, proche de Stalingrad dans le 19^e arrondissement de Paris, vers le square de la porte de la Villette.

Le préfet a fait construire un mur pour leur fermer un passage vers Pantin, prétendant ainsi protéger les habitants de cette commune de Seine-Saint-Denis. C'est à la fois choquant et dérisoire, puisqu'il suffit de faire quelques mètres pour trouver le moyen de franchir le boulevard périphérique. Cette opération d'expulsion a été présentée comme une solution temporaire, mais en réalité les autorités poursuivent la même politique vis-à-vis des toxicomanes depuis des années, les chasser d'un endroit à l'autre, vers les quartiers les plus pauvres de Paris.

Maire de Paris et préfet ont eu beau s'opposer dans les médias, ils sont complices de cette situation. C'est la maire socialiste Hidalgo qui a appelé Darmanin à la rescousse, tout en refusant son plan d'expulsion. Le projet d'Hidalgo était la création de centres d'accueils, en plein milieu des arrondissements les plus populaires de Paris.

Ces toxicomanes sont un des produits de la montée de la misère, et de la présence de masses de pauvres abandonnés à la rue. Que ce soient des anciens sans-domicile-fixe ou des migrants condamnés à camper dans

des conditions indignes, ils sont la proie des trafiquants de drogue qui y voient un marché rentable. Coupé et mélangé à partir de la cocaïne, peu coûteux, le crack rend très vite dépendant, avec des dégâts physiques rapides. L'agressivité des toxicomanes suscite une inquiétude légitime pour les habitants des quartiers concernés.

Il serait urgent de prendre totalement en charge et soigner les victimes de cette drogue dans des endroits adaptés. Mais l'État se contrefiche en fait de malheureux, consommant une drogue de pauvre, dans des rues habitées par des petites gens.

Charles Legoda

Éducation nationale : abus de précarité

Depuis la rentrée, de nombreux contractuels manifestent pour exiger un renouvellement de leur contrat. Ainsi, le 22 septembre, ceux de l'académie de Créteil se sont retrouvés devant le rectorat pour la cinquième fois depuis la fin août.

Ils sont environ 63 000 en France, un enseignant sur dix n'est pas titulaire dans le secondaire. Cela veut dire aussi qu'il est payé entre 5 et 20% de moins qu'un enseignant titulaire pour faire le même travail.

Mais l'injustice ne s'arrête pas là. Chaque année, les contractuels craignent de ne pas voir leur contrat renouvelé. Dans l'académie de Créteil, juste avant les vacances, le service du personnel a envoyé pour la première fois à 2 630

enseignants une lettre précisant qu'« en raison du nombre d'agents titulaires affectés à la rentrée scolaire prochaine, je ne suis malheureusement pas en mesure, à ce jour, de vous proposer un renouvellement de contrat ».

Nombre d'entre eux ont certes eu un poste dès la rentrée, mais les vacances ont eu un goût amer. Chaque année, des enseignants apprennent ainsi leur affectation à la dernière minute ; ils ne font pas la rentrée avec leurs collègues et découvrent les

niveaux et les classes au dernier moment. La durée de leur contrat varie d'un mois à une année. Et le rectorat s'ingénie souvent à arrêter le contrat juste avant les vacances pour ne pas les payer. En début d'année en revanche, les rectorats peuvent mettre deux voire trois mois avant de payer les salaires.

Au bout de six ans, un contractuel peut espérer décrocher un CDI mais ce sont justement ceux qui sont proches du but qui parfois ne retrouvent pas de travail. Et il suffit de quatre mois d'interruption pour devoir recommencer le parcours du combattant. Pour les contractuels immigrés, la pression est encore



Manifestation contre la précarité, le 26 janvier 2021.

plus insupportable puisque certains sont menacés aujourd'hui de perdre leur titre de séjour.

Cette précarité sert le ministère de l'Éducation nationale qui escompte bien que ces enseignants se battent moins et que cela pèsera par contrecoup sur leurs collègues. C'est

d'autant plus révoltant que dans nombre d'établissement, des postes d'enseignants ne sont toujours pas pourvus. L'État se comporte comme n'importe quel employeur, développant la précarité afin de diminuer les dépenses, au détriment du personnel et des élèves.

Aline Urbain

Lycée Paul-Éluard – Saint-Denis : non à la fermeture de la cantine !

Depuis la rentrée, il manque six personnes sur sept à l'intendance du lycée Paul-Éluard de Saint-Denis, qui compte 1 900 élèves, avec pour conséquence immédiate de geler les bourses des lycéens, ce qui peut être dramatique pour nombre de familles.

De plus, le logiciel qui gère les cartes de cantine est en panne. Jusqu'à la semaine dernière, l'intendant, aidé d'agents de service, distribuait des tickets aux élèves. Un élève pouvait ainsi faire 45 minutes

de queue alors qu'il a 55 minutes de pause déjeuner. Face à cette situation, le proviseur a donc décidé de fermer purement et simplement la cantine du mardi au vendredi, expliquant aux parents indignés

que c'était une manière de faire pression sur le rectorat pour qu'il recrute le personnel manquant.

Une cinquantaine d'enseignants se sont réunis le deuxième jour de la fermeture de la cantine, conscients que nombre d'élèves se rendaient en cours le ventre vide. De nombreux parents n'ont pas de quoi donner tous les jours cinq euros à leur

enfant pour leur déjeuner. Certains élèves sont des mineurs isolés. Une délégation est allée demander des comptes au proviseur, exigeant que la cantine soit rendue gratuite puisqu'il était impossible de distribuer des tickets. Le proviseur a prétendu qu'une telle mesure serait illégale. Cela a décidé une minorité d'enseignants à se mettre en grève et à rendre publique

cette situation révoltante en alertant la presse et en appelant les parents à se rassembler la semaine suivante devant le lycée. Bizarrement, la cantine a ouvert le vendredi avant la date prévue. C'est une petite victoire. Le rassemblement était maintenu jeudi 30 septembre parce que de nombreux problèmes n'étaient pas encore pas réglés.

Correspondant LO

Lubrizol : patron coupable, État complice



Deux ans après l'incendie de l'usine Lubrizol de Rouen, où plus de 10 000 tonnes de produits chimiques sont parties en fumée, des scientifiques dénoncent le refus de la direction de leur fournir les produits qui ont brûlé lors de la catastrophe. Ils souhaitent reproduire l'incendie en espace confiné pour en étudier la toxicité.

Au même moment, et visiblement sous la pression de Lubrizol, le président de l'Université de Rouen (ancien vice-président chargé des partenariats et des relations avec les entreprises) a annulé à la

dernière minute une journée d'étude universitaire sur l'incendie, prévue le 27 septembre.

La riche multinationale, qui a fait passer les profits avant la sécurité des travailleurs et de la population, est confortée par l'État. Après avoir négligé les contrôles de sécurité avant la catastrophe, les autorités font tout pour minimiser ses conséquences. Et la justice se hâte lentement. C'est dans la logique d'un État qui protège avant tout les intérêts capitalistes.

Correspondant LO

Météo France : tempête contre les emplois

D'après un rapport du Sénat daté du 22 septembre 2021, tous les gouvernements, de droite comme de gauche, qui se sont succédé depuis une dizaine d'années ont effectué des coupes dans les budgets de Météo France.

En dix ans, la subvention annuelle de l'État à Météo France a baissé de 20%, soit 37 millions d'euros. Les gouvernements ont aussi réalisé une saignée dans les effectifs, en les

faisant passer de 3 600 en 2009 à 2 700 en 2020. Ils ont en outre fermé deux tiers de ses implantations territoriales. Le même rapport alerte aussi sur le retard pris par l'État pour remplacer le matériel obsolète comme certains vieux supercalculateurs.

Tous ces gouvernements savaient et savent bien qu'avec le réchauffement climatique, se multiplient les catastrophes naturelles, qui font de plus en

plus de morts. Ils sont aussi tous conscients que, pour surveiller la situation, il faudrait au contraire augmenter les moyens afin de réaliser des prévisions plus fines sur le terrain et plus rapides dans le temps.

Mais cela s'oppose à leur politique d'économies destinées à financer les subventions aux capitalistes. «Après moi le déluge», telle est leur politique en termes de prévisions!

Arnaud Louvet

Chargeurs de téléphones : les joies de la libre concurrence

Jeudi 23 septembre, la Commission européenne a présenté un projet de règlement pour imposer en 2024 un même type de chargeur, le type USB-C, à tous les fabricants de téléphones portables, tablettes et autres appareils électroniques rechargeables par un câble.

Alors qu'il serait

possible d'utiliser un seul modèle de connecteur pour tous ces appareils, les fabricants ont créé une diversité invraisemblable de branchements, qui s'est tout de même réduite au fil du temps. Cela fait partie de leur stratégie commerciale, afin d'imposer des dépenses supplémentaires à chaque

changement d'appareil. Cette vente forcée de chargeurs produit 11 000 tonnes de déchets par an.

Il aura fallu 20 ans à la commission européenne pour se prononcer sur la question, sans aller toutefois jusqu'à imposer réellement quoi que ce soit aux fabricants.

Charles Legoda

Allemagne : après les élections, les problèmes des travailleurs restent entiers

En Allemagne, les deux grands partis qui se partagent le pouvoir depuis des années, SPD (sociaux-démocrates) et CDU/CSU (conservateurs) arrivent largement en tête aux élections législatives du 26 septembre. Le SPD recueille 25,7 % des suffrages, et la CDU/CSU, parti de la chancelière Merkel, 24,1 % ; à eux deux, ils totalisent la moitié des votes. Pourtant, l'incertitude demeure sur la constitution d'une coalition aboutissant à un gouvernement fédéral.

Si leurs résultats sont proches, la dynamique des deux partis est éloignée. Il y a six mois, le SPD plafonnait autour de 15 % dans les sondages, et a fait une remontée inattendue. La CDU n'a cessé de baisser et réalise un score lamentable pour elle : jamais dans l'histoire de la RFA elle n'avait terminé sous les 30 %.

Le soir des élections, les têtes de listes des deux partis, Olaf Scholz (SPD) et Armin Laschet (CDU), prétendaient chacun pouvoir former un gouvernement : c'est dire que le conservateur Laschet n'avait pas renoncé à la chancellerie. Dans ce contexte, les partis arrivés troisième et quatrième, à savoir les Verts passés de 9 % des voix en 2017 à 14,8 % cette fois, et la droite

dite libérale du FDP (11,5 %), sentent leur heure venue. En désaccord sur bien des points, Verts et FDP ont de bonnes chances d'appartenir au futur gouvernement, dans une coalition à trois dont le chef de file, qu'il soit du SPD ou de la CDU, reste incertain. Leur envie d'aller à la manœuvre est si grande qu'ils seront certainement inventifs dans l'art du compromis.

L'AfD (Alternative für Deutschland, extrême droite), entrée avec fracas au Bundestag pour la première fois en 2017, recule un peu, passant de 12,6 % des voix à 10,3 %. Mais cela confirme un enracinement à un niveau inégalé depuis l'après-guerre. La question des migrants n'étant heureusement guère présente dans le débat,



Trois des candidats à la chancellerie sur les affiches de leur parti.

l'AfD a tenté de surfer sur le mécontentement contre les mesures sanitaires, promettant de faire tomber le masque et n'hésitant pas à se présenter en défenseur de la liberté.

Une semaine avant le scrutin, un homme a abattu un jeune employé d'une station-service parce que ce dernier lui avait demandé de porter son masque. L'assassin, actif dans des réseaux proches de l'AfD, a déclaré que les mesures de lutte contre l'épidémie constituaient une « atteinte croissante à ses droits », une dictature. Une nouvelle fois, on voit qu'une partie de l'extrême droite est prête au passage à l'acte, et que les discours des uns arment le bras des autres.

C'est à Die Linke, le parti de gauche dite radicale, que le candidat de la CDU, Laschet, a réservé ses coups. Die Linke se prononçant pour la sortie de l'Otan et soutenant l'initiative de Berlino pour l'expropriation (avec indemnités) de grandes

sociétés immobilières, Laschet a dessiné le tableau d'une Allemagne isolée sur la scène internationale, dont les patrons s'enfuiraient ou dont les logements parti- raient à vau-l'eau.

Cette campagne, complaisamment relayée par des médias, a-t-elle porté ses fruits ? Die Linke vient de subir une baisse brutale de son électo- rat, ne totalisant plus que 4,9 % des voix, contre 9,2 % en 2017. Sans doute cette chute est-elle liée aussi au petit courant vers le SPD et les Verts, mais l'absence de perspectives proposées par Die Linke aux travailleurs, puisqu'elle n'espère qu'une participation au gouverne- ment, a pu jouer son rôle. Par ailleurs, Die Linke se vou- lant pourtant la représen- tante des pauvres, notam- ment à l'Est, a vu une partie de ses porte-parole prendre des positions hostiles à l'ar- rivée de migrants.

Quoi qu'il en soit, dans la sphère des dirigeants poli- tiques, Merkel reste en poste

le temps qu'une coalition se forme permettant la mise en place d'un gouvernement. Le résultat des tractations poli- ticiennes, quel qu'il soit, ne changera rien à la situation du monde du travail, qui n'a cessé de se dégrader. La crise économique et sanitaire a signifié, en Allemagne aus- si, des plans de licenciements, notamment dans l'automobile, et la chute du pouvoir d'achat des classes populaires livrées au tra- vail précaire et aux baisses des salaires, en même temps qu'à la montée des loyers. Les cadeaux aux capitalistes ont été payés par la popu- lation, par la pauvreté des investissements dans les in- frastructures et le rétrécis- sement des subventions aux communes et aux cantons, la catastrophe climatique du début de l'été en a été un exemple douloureux.

Il est certain que les grands partis bourgeois aux commandes continueront cette politique antiouvrière.

Alice Morgen

Mali : la France ne veut pas laisser la place

Un 52e soldat français a perdu la vie au Mali, tué dans une embuscade. Comme ceux qui l'ont précédé, il est mort pour défendre les intérêts de l'impérialisme français dans la région. Une mort d'autant plus stupide qu'elle intervient à un moment où les soldats français vont quitter leurs bases, au Nord du Mali, tout en continuant à y intervenir à partir du Niger voisin.

En annonçant en juillet dernier l'abandon rapide de ces bases et la réduction du nombre de militaires français engagés au Sahel, Macron entendait mettre fin à l'enlisme- ment de l'armée française. Il réagissait aussi à l'ouverture

de négociations avec certains groupes djihadistes par le Pre- mier ministre Choguel Maïga, arrivé au pouvoir deux mois plus tôt après un coup d'État.

Mais quitter le Mali ne si- gnifiait pas pour autant laisser d'autres y prendre pied. C'est pourtant ce qui est en train de se passer. À peine le départ des troupes françaises annoncé, Choguel Maïga a pris langue avec différents groupes de mercenaires, et en particulier ceux de la société russe Wagner, qui sévit déjà en Centrafrique, en Libye et en Syrie. Le Premier mi- nistre malien a affirmé same- di 25 octobre à la tribune de l'ONU son droit à « assurer la sécurité de manière autonome avec d'autres partenaires », dé- nonçant « l'abandon en plein vol » de la France. La ministre française des Armées, Flo- rence Parly, s'en est étranglée de rage, taxant d'indécents ces propos deux jours après la mort du soldat français. Mais ce qui l'inquiète vraiment, c'est de voir le Mali s'éman- ciper un tant soit peu de la tutelle française.

Wagner, étroitement liée aux dirigeants russes, est bien connue pour ses exac- tions en Centrafrique, où elle a été appelée par les dirigeants du pays suite au départ de l'armée française. Mais l'armée malienne, sou- tenue et formée par les mili- taires français, a commis au- tant d'actes barbares contre la population, et les soldats français eux-mêmes ont leur lot de victimes parmi les ci- vils. Wagner a aussi l'habi- tude de se payer sur le pays, négociant sa protection en échange de contrats miniers. Mais que fait d'autre l'impé- rialisme français dans toute l'Afrique ?

Tous ces prétendus protec- teurs, aujourd'hui les armées française et maliennes, peut- être demain des mercenaires russes ou d'autres pays, sont des ennemis de la population malienne. Ils ne peuvent que contribuer à accroître la ter- reur sous laquelle vivent les habitants et à renforcer les djihadistes.

Daniel Mescla



Des mercenaires de Wagner.

Chine : la bulle immobilière menace d'exploser

Depuis plusieurs semaines, les difficultés de Evergrande, l'un des plus gros promoteurs immobiliers chinois, font tanguer les marchés financiers de la planète, au point que certains ont agité le spectre de la faillite de Lehman Brothers, celle qui en 2008 avait déclenché la crise financière.

Evergrande, qui emploie directement 200 000 personnes mais dont dépendent plus de 3 millions de travailleurs, s'est développé avec la bulle immobilière chinoise de ces vingt dernières années. C'est en empruntant qu'il lançait ses programmes immobiliers et c'est en vendant les appartements avant qu'ils ne soient achevés qu'il payait les programmes précédents, l'argent des acquéreurs couvrant les dépenses et les emprunts passés.

Tout cela a fonctionné tant que le marché était en développement et que les prix montaient. Ainsi, les prix de l'immobilier dans les villes de la côte Est, où l'on trouve les meilleurs salaires, ont doublé sur les dix

dernières années, faisant des logements eux-mêmes un objet de spéculation. Dans la « Venise chinoise », à 90 km de Shanghai, 80 % des logements de luxe construits par Evergrande, dont le prix a triplé depuis 2012, ont été vendus, mais un tiers sont inoccupés, en attente d'être revendus. Pour beaucoup de Chinois, et pas forcément très aisés, l'investissement immobilier est un moyen de financer les études des enfants ou leur propre retraite.

La spéculation immobilière n'a pas fait la fortune de capitalistes chinois. Après la crise de 2009 et le plan de relance massif de l'État, nombre d'entreprises occidentales se sont tournées vers ce qui était présenté



À Suzhou, une ville proche de Shanghai, un complexe immobilier d'Evergrande laissé à l'abandon.

comme le nouvel eldorado, y implantant des succursales, fournissant le secteur en matières premières. Mais la bulle immobilière a conduit la dette des promoteurs vers des sommets : 851 milliards d'euros pour les quatre premiers, dont 260 pour le seul Evergrande, l'équivalent de la dette d'un pays comme le Portugal. Ce sont les risques grandissants associés à cette dette qui ont conduit en 2020 l'État chinois à restreindre l'accès au crédit des promoteurs immobiliers. Avec la crise économique de ces derniers mois et la nouvelle interdiction de vendre les

appartements non achevés, la mécanique financière d'Evergrande s'est grippée. Pour faire face aux dizaines de milliards de remboursements d'emprunts prévus dans les mois qui viennent, le groupe en est réduit à brader ses logements et à céder ses participations dans d'autres sociétés.

Malgré cela, Evergrande n'a pas effectué un remboursement de plus de 80 millions de dollars prévu le 23 septembre dernier, et le deuxième actionnaire du groupe a annoncé son désengagement.

La croissance chinoise de ces dernières décennies est assise sur une montagne de dettes. Devant la menace de son effondrement, les

capitalistes chinois comme les occidentaux qui y ont investi, comptent bien que l'État interviendra et sauvera tout ou partie de leur mise dans Evergrande. Mais si son patron, un des plus riches de Chine, a pu quitter le navire en perdition en août, ni les millions de travailleurs qui en dépendent, ni ceux qui y ont investi leurs économies ne peuvent en faire autant. 1,2 million de personnes attendent d'Evergrande la livraison d'un logement en partie déjà payé. Cela explique la colère qui s'est exprimée lors de manifestations devant les locaux de l'entreprise aux cris de « Rendez-nous notre argent ».

Serge Benham

États-Unis : footballeuses : 1 - fédération : 0

Les footballeuses américaines ont enfin obtenu de toucher les mêmes primes que les joueurs. et non trois fois moins. Pourtant, l'équipe masculine n'a jamais dépassé les quarts de finale d'un Mondial, alors que l'équipe féminine a tout gagné, notamment quatre Coupes du monde (dont la dernière, en 2019) et quatre titres olympiques.



L'équipe américaine de football championne du monde en 2019.

Depuis des années, les joueuses, emmenées par leur vedette Megan Rapinoe, bataillaient contre leur fédération, qui vient enfin de céder. Dans le monde, seules neuf fédérations sur 211 auraient mis joueurs et joueuses sur un pied d'égalité salariale. La Fédération française de football a attribué 400 000 euros à chacun des joueurs vainqueurs du Mondial 2018,

alors que si les joueuses l'avaient emporté en 2019, elles n'auraient reçu que 40 000 euros. Dans les clubs, l'écart est encore plus criant, avec un salaire moyen de 73 000 euros mensuels pour un joueur de Ligue 1, et de 2 500 euros pour une joueuse professionnelle...

Pour justifier ces différences, les fédérations et les clubs ont longtemps utilisé

des arguments physiques éculés : les femmes joueraient moins bien, elles seraient moins puissantes, moins rapides, etc. Depuis des journalistes sportifs comme Thierry Roland jusqu'à des académiciens comme Alain Finkielkraut, de nombreux mâles phalocrates ont vilipendé le football féminin. Aujourd'hui, les instances prétextent plutôt qu'il ne produit pas les mêmes recettes (droits télé, sponsors...) que le football masculin. Autrement dit, ces responsables justifient leur sexisme par celui de la société. En réalité, ils ont longtemps été responsables de la faiblesse des recettes : pendant un demi-siècle, de la fin de la Première Guerre mondiale à la fin des années 1960, les instances de ce sport ont tout simplement interdit le football féminin. Et aujourd'hui, quand les matchs sont diffusés, le public est au rendez-vous. En 2019, plus d'un milliard de téléspectateurs ont suivi la Coupe du monde féminine.

Les footballeuses américaines viennent de mettre un but bienvenu, qui bat en brèche des inégalités criantes, mais il est probable qu'on continuera d'entendre ce genre d'arguments tordus.

Michel Bondelet

Défense de l'environnement : des militants assassinés

Dans un rapport publié le 13 septembre, l'ONG britannique Global Witness recense 227 assassinats de défenseurs de l'environnement en 2020, soit quatre par semaine. Ce décompte macabre, forcément sous-évalué, est en augmentation constante depuis 2018.

L'Amérique du Sud totalise la majorité des assassinats, dans des pays où la biodiversité est particulièrement riche, tels que la Colombie, le Mexique, le Brésil, le Honduras, le Guatemala, le Nicaragua et le Pérou. Les autres continents touchés sont l'Asie du Sud et l'Afrique. 70 % des personnes assassinées s'opposaient à la déforestation. Les autres s'opposaient à des barrages hydroélectriques, à l'agro-industrie ou à des mines à ciel ouvert, comme Fikile Ntshangase, militante sud-africaine, tuée à bout portant devant son petit-fils en octobre 2020.

Global Witness dénonce l'impunité de ces assassinats, perpétrés par les États ou par des milices pour le compte des capitalistes de multiples secteurs industriels. L'ONG explique également : « Plus les terres sont accaparées et plus les forêts sont abattues dans l'intérêt de profits à court terme, plus la crise climatique

s'aggrave. Et plus la crise climatique s'aggrave, plus augmente la violence contre ceux qui protègent leurs terres et notre planète. » L'organisation économique et sociale capitaliste enferme l'humanité dans une spirale infernale. Les discours officiels de plus en plus verts n'empêchent pas les assassinats.

Julie Lemée



Cristina Bautista Taquinas, tuée lors d'une manifestation, en Colombie.

La révolution russe et l'émancipation des femmes

L'émancipation des femmes fait partie intégrante du combat du mouvement ouvrier communiste. Première prise du pouvoir par la classe ouvrière à grande échelle, la révolution russe de 1917 a fait souffler un vent d'émancipation sur les ouvrières et sur les paysannes, malgré les difficultés terribles liées au sous-développement, à son isolement dans un seul pays, au sabotage des milieux bourgeois et aristocratiques, à l'agression par les puissances impérialistes coalisées.

Les pas réalisés dans la direction de l'émancipation des femmes, et la façon dont ils furent faits, donnent la mesure des bouleversements que permet une révolution sociale profonde. Ce n'est que par la suite que la bureaucratie stalinienne, une fois installée au pouvoir, revint à une vision conservatrice du rôle de la femme comme mère de famille et freina les progrès initiaux.

Pendant la Première Guerre mondiale, les femmes étaient entrées massivement dans les usines russes pour remplacer les hommes partis au front, jusqu'à représenter 43% des ouvriers. Leur situation restait marquée par la soumission au père de famille, les violences domestiques, le poids de la religion et de la tradition, l'analphabétisme, les salaires inférieurs de moitié à ceux des hommes, l'obligation de travailler jusqu'à l'accouchement et de reprendre dès le lendemain.

Des progrès législatifs inédits

La révolution russe fut lancée par une manifestation d'ouvrières du textile en février 1917 à Petrograd. Elle déboucha en octobre, sous la direction du parti bolchevique, sur un nouveau pouvoir reposant sur la mobilisation et l'organisation des travailleuses et des travailleurs eux-mêmes. Le Conseil des commissaires du peuple fut aussi le premier gouvernement du monde où siégea une femme, Alexandra Kollontaï.

Le nouveau pouvoir réalisa rapidement, en termes de changements législatifs, ce pour quoi les féministes se battaient alors dans les pays dits démocratiques en Europe et aux États-Unis : droit de vote et éligibilité, fin de l'autorité du chef de famille, mariage civil, simplification du divorce, égalité de droits entre les enfants nés hors mariage ou pas, interdiction du travail de nuit pour les femmes, égalité salariale, congé maternité de 16 semaines pour les ouvrières et de 12 semaines

pour les employées, légalisation et gratuité de l'avortement (en 1920).

Comme le dit Lénine fin 1918 : « Nulle part dans le monde l'égalité et la liberté des femmes travailleuses n'ont trouvé une aussi complète réalisation [...]. Pour la première fois dans l'histoire, notre loi a effacé tout ce qui a fait de la femme un être sans droits. » Il poursuivait en disant : « Naturellement les lois ne sont pas suffisantes. » Car il y a une marge entre l'égalité sur le papier et l'égalité réelle dans la vie quotidienne...

La lutte contre l'esclavage domestique

Lénine constatait en 1919 : « La femme continue à demeurer l'esclave domestique, malgré toutes les lois libératrices, car la petite économie domestique l'opprime, l'étouffe, l'abêtit, l'humilie en l'attachant à la cuisine, à la chambre des enfants,

en l'obligeant à dépenser ses forces dans des tâches terriblement improductives, mesquines, énervantes, abrutissantes, déprimantes. » Inessa Armand précisait à ce sujet : « Pour remplacer des milliers et des millions de petites unités économiques individuelles, de cuisines rudimentaires malsaines et mal équipées et l'incommode baquet à lessive, il nous faut créer des structures collectives exemplaires, des cuisines collectives, des cantines collectives et des laveries collectives ».

La nouveauté, c'est que l'État ouvrier était un organe aux mains des travailleurs, fonctionnant grâce à leurs initiatives, en particulier celles des travailleuses. Malgré la pauvreté du pays, beaucoup s'attelèrent à changer le mode de vie : par la mise en place de logements communautaires, de cantines, de crèches et de jardins d'enfants, de maisons maternelles accueillant les femmes avant et après les naissances.

Dans le Parti bolchevique, une section spéciale s'adresse aux travailleuses

Le Parti bolchevique mena une lutte militante pour davantage impliquer les femmes dans l'action politique. Lénine soulignait



En 1917, manifestation à Pétrograd pour la journée internationale des femmes.

les difficultés à construire une société socialiste : « C'est le début d'une révolution plus difficile, plus essentielle, plus radicale et plus décisive que le renversement de la bourgeoisie, car c'est une victoire sur notre propre routine, notre relâchement [...], sur ces habitudes que le capitalisme a léguées à l'ouvrier et au paysan ». Aux ouvrières et aux paysannes, le passé avait légué les préjugés religieux, le manque d'éducation et de conscience politique, le manque de confiance en soi.

Pour combattre cet héritage, les dirigeantes bolcheviques Alexandra Kollontaï, Inessa Armand et Concordia Samoïlova réunirent à l'automne 1918 plus de 1 100 femmes pour un congrès panrusse des ouvrières et des paysannes. En 1919, malgré l'opposition de certains militants, elles créèrent une section du comité central du parti bolchevique chargée de militer parmi les travailleuses (le Jenotdel), qui exista jusqu'en 1930 : des déléguées élues par les ouvrières et par les paysannes pour trois à six mois réunissaient des travailleuses pour écouter leurs problèmes, participaient à des meetings, à des campagnes de propagande contre l'alcoolisme, les violences domestiques, les épidémies..., s'initiaient à la gestion des institutions collectives (jardins d'enfants, crèches, cantines). Nadejda Kroupskaïa estimait que 10 millions de femmes furent ainsi déléguées à un moment ou à un autre.

Des journaux bolcheviques (*L'ouvrière*, *La communiste*) jouaient un rôle d'éducation politique et de caisse de résonance aux problèmes et aux préoccupations des ouvrières. La lutte pour l'alphabétisation permit à des millions de femmes d'accéder pour la première fois à la lecture, en particulier dans les campagnes où les popes de l'Église orthodoxe et des vieux s'y opposaient, y voyant l'influence de l'Antéchrist!

La lutte pour l'émancipation des femmes d'Orient et des paysannes

Dans les Républiques soviétiques d'Orient, le pouvoir des soviets interdit la polygamie, la pratique de la dot, et chercha à s'appuyer sur les mobilisations des femmes pour renverser les castes féodales et religieuses archaïques. En 1921, un congrès des femmes communistes d'Orient s'exprima ainsi : « Esclaves, nous naissons et esclaves, nous mourons [...], il semblait que cela devait être notre destin éternel [...]. Mais voilà, en octobre 1917, une étoile rouge apparut, jamais vue auparavant, et ainsi les ouvrières et les paysannes se joignirent à la Révolution et cela changea leurs vies. » Le chemin restait encore long : en Ouzbékistan en 1928, plus de 200 femmes furent assassinées par leurs familles pour avoir tenté d'exercer leurs droits, ou pour avoir assisté à une réunion du Jenotdel.

Dans les campagnes, les militantes parlant contraception, participation à la vie des soviets, lecture, se heurtaient aux traditions patriarcales : telle jeune femme, débusquée au club de lecture de son village par sa belle-mère, était traînée par les cheveux jusqu'au foyer conjugal. Telle lectrice écrivait à un journal socialiste que son mari l'« accable d'injures et presque de coups. Il ne veut pas que je travaille, il voudrait que je reste assise sur le poêle, [...] mais moi je veux être une ouvrière de la grande révolution d'Octobre ; j'en ai assez d'être une bonne femme, je veux être un être humain ».

Le pouvoir des soviets, avec ses réalisations juridiques et matérielles, exprimait la volonté de changement qui émergeait parmi des millions d'ouvrières et de paysannes et nombre de leurs compagnons, et ébranlait des traditions qui pesaient sur la vie des femmes depuis des siècles.

Zoé Chavet



Ignati Nivinski : affiche de propagande du Jenotdel. « Femmes allez à la coopérative. »

Bus Transdev – Région parisienne : la colère gagne du terrain

La grève des conducteurs de bus, qui a démarré à Lieusaint en Seine-et-Marne le 2 septembre, s'est étendue à d'autres dépôts de la région parisienne.

Elle a gagné Vaux-Le-Pénil le 6 septembre, puis a touché Combs-La-Ville, Cesson, Vulaines, Montereau, Nemours, Saint-Fargeau, Lagny-sur Marne, Bailly-Romainvilliers en Seine-et-Marne, Saint-Gratien dans le Val-d'Oise.

Les grévistes ont manifesté devant le siège de Transdev, devant celui d'Île-de-France-Mobilités (IDFM), «l'autorité organisatrice» des transports. Ils se sont rassemblés à Melun le 27 septembre. Ça a été l'occasion de nouer des liens entre les grévistes des divers sites, ainsi qu'avec des travailleurs de la SNCF, de la RATP et de l'usine Safran de Villaroche.

Depuis plusieurs semaines, les grévistes dénoncent dans leurs vidéos

les horaires déments, les services à amplitude de 13 heures, voire 14 heures, avec une coupure passée au dépôt, le décompte du temps de travail qui exclut les coupures et les pauses en terminus, les diverses primes supprimées, la réduction des temps de prise de service et de pause en terminus.

Ils sont conscients d'être les premiers à s'opposer à la politique des patrons du secteur, de Transdev, Keolis ou la RATP, qui s'attaquent à leurs salariés sous prétexte d'être plus compétitifs pour pouvoir remporter de futurs appels d'offres. Et derrière eux, ils s'opposent à l'offensive du gouvernement contre les travailleurs du transport. Car, comme la RATP, Keolis, une filiale de

la SNCF, est contrôlée par l'État (détenue à 70% par la SNCF et à 30% par la Caisse des dépôts), de même que Transdev, détenue à 66% par la Caisse des dépôts.

La grève trouve un écho à la RATP où de nouvelles conditions de travail des conducteurs de bus sont annoncées au prétexte des futurs appels d'offres d'IDFM. Quelques conducteurs de bus de la RATP, dont certains en grève, se sont rendus sur les piquets de grève de Transdev, et ils défendent autour d'eux l'idée que les travailleurs seraient plus forts en se battant ensemble contre les mêmes attaques.

La grève exerce une pression, et certains élus locaux s'en prennent à Péresse, présidente d'IDFM. Celle-ci répond que l'organisation du travail dépend des employeurs, et eux-mêmes mettent en avant qu'IDFM ne leur laisse pas le choix



Manifestation de soutien aux grévistes à Melun, le 27 septembre.

pour obtenir les appels d'offres. La réalité est qu'ils sont tous d'accord et intéressés à exploiter plus les travailleurs.

La détermination des grévistes et l'élargissement de la grève sont évidemment un gros problème pour la direction de Transdev, mais pas seulement. Ce sont toutes les entreprises du secteur et les autotités

d'IDFM qui ont de quoi s'inquiéter du fait que les travailleurs ne marchent pas dans ce chantage aux appels d'offres.

Le patronat et les politiciens à leur service ont leur stratégie. Mais ce qu'ils ne contrôlent pas, c'est la réaction des travailleurs. La grève de Transdev en est la démonstration.

Correspondant LO

Verrerie Arc – Pas-de-Calais : le parasitisme des actionnaires

Les actionnaires du groupe verrier Arc viennent de réclamer un nouveau chèque d'argent public. Ils n'en sont pas à leur coup d'essai.

En ne prenant en compte que les deux dernières années, en 2019, dans le cadre d'un prétendu plan de sauvetage, ils ont reçu 30 millions d'euros de la Communauté d'Agglomération du Pays de Saint-Omer (CAPSO), de la région Hauts-de-France et de l'État. En 2020, sous prétexte de Covid, les mêmes collectivités publiques ont signé un chèque de 108 millions d'euros. En parallèle, l'entreprise a continué de toucher une série d'autres aides publiques, comme des dizaines de millions d'euros au titre du Crédit d'impôt recherche (CIR) et du

Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE). L'essentiel de la recherche et de toute une partie des investissements et des salaires se retrouvent donc directement financées par les fonds publics. Et c'est sans parler des salaires qui ont été payés et le sont encore par l'État grâce au dispositif du chômage partiel.

Cette fois-ci, le prétexte invoqué est un problème de logistique et la hausse des prix du gaz. Comme à chaque fois, le chantage est grossier : si l'État ne vient pas au secours des actionnaires d'Arc, ces derniers

menacent de ne pouvoir payer les salaires des prochains mois. À les écouter, il manquerait 20 millions d'euros pour boucler le budget de l'année. Cette annonce est survenue alors même que les carnets de commandes de l'entreprise sont pleins.

Face à cette nouvelle manœuvre grossière des actionnaires d'Arc, la ministre de l'industrie s'est sentie obligée de conditionner les futures aides de l'État à un audit sur la situation financière de l'entreprise, tout en affirmant : «L'État continuera d'être aux côtés d'Arc». Traduction : l'État continuera de gaver les actionnaires d'Arc d'argent public.

Correspondant LO

Mars-Wrigley – Biesheim : non aux suppressions d'emplois

La direction de l'usine de chewing-gum Mars-Wrigley de Biesheim, près de Colmar dans le Haut-Rhin, a annoncé supprimer 280 emplois sur les 350 que compte le site.

Les travailleurs visés sont avertis que ceux que la direction n'aura pas réussi à pousser dehors par les pressions «en douceur», seront licenciés dans un an.

Cette catastrophe touchant des centaines de familles laborieuses n'advient pas dans une entreprise petite ou moyenne, mais au sein d'un des géants mondiaux de l'alimentation. Le groupe Mars-Wrigley est composé de nombreuses marques de sucreries (Mars, M&M's, Bounty, Twix, etc.), d'aliments pour animaux de compagnie (Royal canin, Whiskas). Il a aussi longtemps commercialisé du riz sous la marque Uncle Ben's, mais accusé de propager un cliché raciste, il l'a rebaptisée l'an dernier Ben's original.

L'usine de Biesheim fabrique des produits Freedent, qui paraît-il sont en perte de vitesse, ce qui justifierait cette saignée d'emplois. Mais l'an dernier, le groupe avait commencé à supprimer 216 autres emplois dans certaines de ses huit usines situées en France sous un autre prétexte. C'est bien entendu la

recherche du profit qui motive en réalité ces attaques contre les ouvriers.

De ce côté-là tout va bien pour les deux familles de milliardaires américains qui ont exploité les travailleurs de Biesheim depuis la création de l'usine en 1967. La famille Wrigley a longtemps prospéré dans l'industrie du chewing-gum. Son dernier rejeton a pu prendre une belle retraite de PDG à l'âge de 45 ans en 2007 quand il a vendu son affaire au groupe Mars pour 23 milliards de dollars.

Ce groupe est entièrement la propriété de la famille Mars depuis plus d'un siècle. Ce sont 125 000 salariés dans 80 pays qui travaillent pour alimenter un clan de parasites dont la fortune était estimée à 126 milliards de dollars l'an dernier.

Il n'y a donc aucune fatalité économique à ce que les salariés de Biesheim soient privés d'emploi. C'est au contraire la fortune de ces grands bourgeois qui doit être sacrifiée pour permettre aux familles ouvrières de vivre.

Lucien Déroit



ARC INTERNATIONAL

Gare du Nord- Paris : rassemblement contre des menaces racistes

Mardi 21 septembre, près de 80 cheminots se sont rassemblés pour dénoncer un tag raciste envers une collègue de la gare qui avait été découvert trois jours plus tôt.

Le casier de cette collègue, militante syndicale connue et appréciée, avait été tagué d'insultes racistes, misogynes, avec des menaces de mort. Le syndicat Sud auquel elle appartient était également visé.

Ce fait survient quelques semaines après d'autres propos racistes qui avaient déjà fait réagir les cheminots du commercial de la gare du Nord. De nombreux collègues de la gare ont d'emblée senti que ces tags les concernaient et qu'il ne fallait pas laisser passer sans réagir. La plupart sont venus pendant leur

service, parfois la totalité d'une équipe, y compris les jeunes embauchés, des intérimaires et quelques chefs. Le fait de se retrouver nombreux a renforcé le moral et l'idée qu'on pouvait réagir ensemble face à ce problème. Quelques cheminots d'autres sites étaient également présents.

Après une première partie du rassemblement sans la direction, l'assemblée s'est dirigée vers ses bureaux, en traversant toute la gare. Trois représentants de la direction sont descendus, et ont dû entendre tout ce que les participants

avaient à dénoncer, la colère des uns et des autres. Les trois hauts cadres ont demandé à pouvoir parler. Ils ne sont pas pour rien dans le climat dans la gare, les sous-effectifs, et les tensions entre travailleurs. Cela ne les a pas empêché de tenter de montrer leur soutien à la collègue insultée, sans convaincre grand monde.

Plusieurs cheminots leur ont demandé ce qu'ils comptaient faire pour que cela ne se reproduise pas. Mais leur réaction hypocrite a certainement convaincu plus d'un participant que pour régler nos problèmes, il ne faudra pas compter sur eux, mais sur nos propres forces.

Correspondant LO

SNCF : train à petite vitesse, déréglementation à grande vitesse



Des anciens Corails aux nouveaux Ouigos... un transport au rabais.

La SNCF vient d'officialiser le lancement de son projet de trains Intercités à bas coût et à petite vitesse. Au printemps 2022, sur les lignes Paris-Lyon et Paris-Nantes, elle a annoncé des billets dans une fourchette de 10 à 30 euros maximum.

Cela tranche évidemment avec le prix des trajets en TGV pour ces destinations qui peuvent atteindre allègrement la centaine d'euros.

Mais si la couleur de ces trains sera rose, il n'en sera pas de même des conditions de transport des usagers et des conditions de travail des cheminots. Ces Ouigo intercity emprunteront les lignes classiques et non les lignes à grande vitesse. Et pour l'occasion, au sens propre du terme, les vieilles rames Corail, âgées en moyenne de 40 ans, souvent bourrées d'amiante et promises au musée, verront leur service prolongé.

Résultat : à la place de deux heures actuellement en TGV pour un Paris-Lyon, il faudra compter entre 4h45 et 5h25. Vers Nantes, ce sera de 3h40 à 4h10, contre 2h10 à 2h30 en TGV. Cela signifiera donc la grande vitesse pour les plus fortunés, la petite vitesse pour les autres. La SNCF prétend s'attaquer à la concurrence de la route, des cars et du covoiturage, mais en multipliant par deux les temps de trajet ! Elle dit elle-même qu'elle supprimera l'expérience au bout de deux ans si elle n'est pas rentable.

En fait, la véritable expérimentation aura lieu sur le terrain social et contre les cheminots.

En effet, la SNCF entend tout d'abord rentabiliser ces Intercités comme les TGV Ouigo, par une maintenance 24 heures sur 24 et sept jours sur sept, ce qui se traduit par la multiplication des horaires décalés et de nuit dans les ateliers d'entretien. Et elle entend basculer les cheminots, conducteurs comme contrôleurs, dans une filiale baptisée Oslo, spécifiquement créée pour la circulation de ces Intercités low-cost. Les conditions de travail y seront bouleversées en multipliant les tâches des roulants de façon à supprimer l'emploi des autres personnels. En plus de la conduite, les conducteurs devront par exemple assurer l'accrochage des trains et leur manœuvre dans les dépôts, les essais de frein, la prise



Une gare... ou un grand centre commercial ?

Auchan en emporte le vent... et l'argent

La SNCF vient de résilier le contrat qui la liait à Ceetrus, une filiale immobilière du groupe Auchan, concernant la transformation de la gare du Nord en gigantesque centre commercial.

Ce projet pharaonique lancé en 2019 coûtait originellement 600 millions d'euros et devait être achevé en 2023, JO obligent. Mais avant même que le premier coup de pioche soit donné, son coût était déjà passé à plus de 1,5 milliard, « hors aléas de chantier » et la fin du chantier repoussé à 2026, au plus tôt !

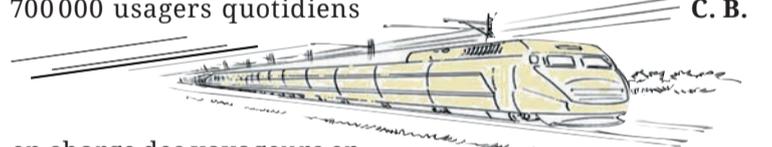
Un consortium associant à 66 % Auchan et 33 % la SNCF avait été créé et Ceetrus devait hériter d'une concession de quarante ans à l'issue des travaux. Et tous célébraient ce partenariat public-privé devant accoucher d'une rentabilité exceptionnelle en raison des 700 000 usagers quotidiens

de la gare. Il s'agissait en effet de transformer ceux-ci en acheteurs de cravates ou de parfum le long d'une galerie commerciale de 300 m de long et 18 de large, passage obligé pour accéder aux trains.

Aujourd'hui, avec la multiplication par trois des coûts et des délais, la SNCF a donc dénoncé la défaillance de son partenaire et sa « déroutée industrielle. » Pour autant, 200 millions de frais de résiliation du contrat pourraient rester à la charge de l'entreprise publique.

À défaut de faire correctement rouler les trains, la SNCF sait parfaitement se faire rouler.

C. B.



en charge des voyageurs en cas de situation perturbée, tout cela à la place du personnel au sol. Les contrôleurs, en plus de leur tâche habituelle, commanderont les départs des trains, assureront la restauration ambulante ou le nettoyage des rames, là encore en lieu et place des travailleurs précédemment affectés. Sa filiale a d'ailleurs dû obtenir un certificat de sécurité ferroviaire distinct de celui de la SNCF, tant les procédures de sécurité existantes depuis des décennies y sont reniées.

La direction prétend faire appel aux volontaires pour intégrer cette filiale. Mais elle a évidemment comme objectif de généraliser cette expérimentation et démolir elle-même les conditions de travail ou d'emploi de l'ensemble des cheminots, sans avoir besoin de s'en remettre à une quelconque concurrence. Mais pour parvenir à son objectif, elle devra vaincre la résistance des travailleurs du rail. Et cela, c'est autre chose que la création d'une filiale.

Christian Bernac

Dans les bulletins Lutte ouvrière

Mépris de classe

Farandou a annoncé la suppression de 2000 à 3000 postes cette année et aucune augmentation de salaire. En toute décontraction, il a tenu à dire que ce n'était « pas un drame ». Détendu, il peut l'être puisque ce n'est pas sur lui que pèsent ni le sous-effectif, ni le chômage.

3 200 euros ? Vraiment ?

Farandou a ajouté par ailleurs qu'en moyenne les cheminots percevaient un salaire de 3 200 euros. Alors, du technicien au guichet, de l'escalaire au contrôleur, à nos fiches de paie ! Il est grand temps de se faire payer la différence !

SNCF - Strasbourg

Pas le temps

À l'escalaire Ouigo, on est censé avoir une journée calée à 7h45. Mais il nous arrive d'être programmés sur 8h06. Et quand on regarde de près, on ne voit venir aucune compensation. Ça va pas le faire !

SNCF - Montparnasse

Castex a un plan : les chômeurs peuvent attendre

Le Premier ministre a présenté le 27 septembre, dans le décor d'un centre de formation de Châtelleraut, avec comme second rôle la ministre du Travail, un plan d'investissement dans les compétences censé à la fois combattre le chômage et répondre aux besoins en main-d'œuvre des entreprises.



Passons sur le gros clin d'œil aux patrons. « Investir », pour eux, signifie dans la Bourse, et en tout cas pas dans l'embauche. L'annonce de Castex, de toute façon, commence mal. Le premier levier de son plan est la confirmation de la mise en place de la réforme de l'Assurance chômage. Autrement dit, le gouvernement persiste à s'attaquer aux chômeurs, et non au chômage.

Deuxième volet : renforcer l'attractivité des emplois, en particulier des emplois non pourvus, pour lesquels les employeurs peinent à recruter. Comme même depuis Matignon on peut comprendre que ce sont surtout les salaires et les conditions de travail des emplois qui ne sont pas attractifs, Castex invite vivement les patrons à... « ouvrir des négociations ». Il y a là de quoi les faire trembler.

Enfin, le concret vient, avec l'aide à la formation professionnelle, en l'espèce 1,4 milliard d'euros mis à disposition des patrons sur

deux ans, près de la moitié devant servir aux dirigeants de PME de 50 à 300 salariés qui formeront 350 000 nouveaux employés, et profiteront de leur travail. Avec quelle efficacité pour réduire le chômage ? Certainement pas davantage que

tous les plans précédents, qui consistaient de la même façon à verser des aides aux patrons. Ceux-ci les empochaient, sans créer de réels emplois.

Il en sera de même une fois de plus.

Viviane Lafont

Ville de Grenoble : non au vol de jours de repos !

Lundi 27 septembre, près de 170 travailleurs de la ville de Grenoble et du CCAS se sont rassemblés devant la mairie. Ils sont en grève pour s'opposer aux attaques dont ils sont la cible venant du maire Europe écologie-Les Verts, Éric Piolle, et de son conseil municipal Union de la gauche.

Entre les menaces de sanctions contre les bibliothécaires qui refusent de contrôler le passe sanitaire, la fermeture du self municipal du centre-ville, et l'augmentation du temps de travail par le vol de quatre jours de congés, ce ne sont pas les raisons qui manquent d'exprimer sa colère.

En ce qui concerne le self, pour améliorer les conditions de travail et de restauration de centaines de travailleurs, il suffirait de le maintenir ouvert en embauchant du personnel supplémentaire. Avec sa fermeture, la mairie fait payer

aux agents les mesures d'austérité. Quant aux jours de congés que la ville de Grenoble veut supprimer, ils représentent l'équivalent de 50 emplois.

Pour se faire entendre, la majorité des grévistes présents ont décidé, collectivement, d'envahir le conseil municipal. C'est en scandant « La mairie, c'est nous ! » et « Non à la perte de nos jours de congés » que les travailleurs ont atteint les portes du conseil. Bien que l'équipe municipale ait choisi de les faire attendre, la détermination des grévistes a payé : après une heure à taper sur les vitres et les cloisons, une dizaine de travailleurs ont pu entrer pour dire leurs quatre vérités aux voleurs de congés réunis dans la pièce.

Le 5 octobre sera une nouvelle occasion de s'exprimer, dans les rues de Grenoble !

Correspondant LO

Réseau31 : vol de congés et augmentation du temps de travail

Après ceux de Toulouse et Muret Agglo avant les congés d'été, c'est au tour des travailleurs de Réseau31 de Haute-Garonne de subir l'offensive de leurs dirigeants, qui veulent mettre en œuvre la loi de réforme de la fonction publique programmant l'augmentation du temps de travail pour les fonctionnaires territoriaux.

Réseau31 est un syndicat mixte de l'eau et de l'assainissement créé par le conseil départemental de Haute-Garonne, regroupant le département, 250 communes et 30 groupements de communes, et qui comprend environ 350 salariés, fonctionnaires territoriaux, répartis dans une quinzaine de centres.

Jeudi 16 septembre, les salariés ont appris que la direction allait mettre en œuvre la fameuse loi : au programme, 22 minutes de travail en plus par jour, et une semaine de congés de quatre jours et des RTT en moins, et la disparition du mois offert pour le départ à la retraite, ainsi que l'obligation pour les salariés, s'ils sont malades pendant des jours de RTT, de les récupérer.

Les syndicats ont appelé à la grève lundi 20 septembre dans tous les centres, et à un

rassemblement devant les bureaux où devait se tenir une réunion direction-syndicats. Plusieurs dizaines de travailleurs se sont rassemblés, pour montrer leur refus de cette aggravation de leurs conditions de travail. La direction a coupé court à l'entrevue, sans répondre sur le détail des

mesures, et en renvoyant sa décision à une date ultérieure non encore fixée. On peut être sûr qu'elle va revenir à la charge, et les salariés se tiennent prêts à recommencer.

Les dirigeants des collectivités territoriales attaquent leurs salariés les uns après les autres. La logique est partout la même : faire travailler toujours plus pour gagner toujours aussi peu. C'est bien tous ensemble qu'il faudrait s'opposer à cette surexploitation programmée.

Correspondant LO



La Poste - Villeneuve-d'Ascq : cela ne passe pas comme une lettre à la poste

Dans les bureaux de poste de Villeneuve-d'Ascq, le rouleau compresseur continue. Certes, le bureau du quartier du Breucq est toujours ouvert, grâce à la mobilisation de l'année dernière. Mais jusqu'à quand ?

Et depuis quelque temps ce sont les habitants du quartier d'Ascq qui se mobilisent, car ils ont constaté de nouvelles manœuvres touchant le bureau de poste de leur quartier, près de la gare : des pressions exercées pour que les usagers aillent à la poste centrale d'Annappes, par exemple, qu'ils y transfèrent leur compte, ou pour qu'ils y retirent les recommandés... Les habitants redoutent qu'après avoir eux-mêmes organisé « l'activité insuffisante » du bureau d'Ascq, les dirigeants de La Poste ne prennent cela comme prétexte pour le fermer. Ce ne serait pas la première fois !



Tout le monde est conscient que le groupe La Poste se moque des usagers comme des postiers et qu'il est important d'affirmer que l'intérêt de tous est de garder les bureaux de poste de quartier et les emplois de ceux qui rendent bien des services !

Correspondant LO

Epanou - Annecy : la colère gronde

L'AAPEI Epanou est une association gestionnaire de services et établissements adaptés aux personnes handicapées. Principalement située à Annecy, son activité s'étend bien au-delà de cette agglomération.

Elle a pour vocation d'accompagner des personnes en situation de handicap, depuis l'enfance jusqu'au grand âge. Elle emploie environ 400 travailleurs et gère un budget de 27 millions d'euros.

Les conditions de travail se sont considérablement dégradées ces dernières années, et tout

particulièrement avec la crise sanitaire liée au Covid. Comme d'autres travailleurs, le personnel de l'Epanou a dû travailler sans moyens adaptés et avec des effectifs réduits. Certains ont même démissionné car, outre les conditions de travail, les salaires y sont particulièrement bas (1 280 euros pour un

moniteur-éducateur). Le travail dégradé est devenu la règle.

Dans ce contexte, plusieurs annonces ont alimenté la colère. Cela fut tout d'abord le passe sanitaire, dont l'obligation a été imposée par Macron en juillet, puis une revalorisation du point de 2 centimes qui a été perçue comme une insulte. Depuis quinze jours, le personnel a commencé à discuter et à faire circuler une liste de revendications, dénonçant

entre autres le manque de personnel, la dégradation des conditions de travail, qui entraîne celle de l'accompagnement des handicapés, et les salaires de misère. Les soignants demandent des embauches et des augmentations, à commencer par les 183 euros du Ségur de la santé dont ils sont pour l'instant exclus.

Malgré l'éclatement du personnel sur différents sites, cette plate-forme revendicative circule

partout, chacun pouvant y ajouter sa pierre. L'idée de se retrouver pour décider collectivement d'une action à mener fait son chemin et rencontre l'assentiment de plus en plus de travailleurs.

Pour beaucoup, le fait de discuter de leurs problèmes et de constater que d'autres salariés du même secteur expriment leur colère est un premier pas qui contribue à redonner le moral.

Correspondant LO

Sages-femmes : en grève

Un mouvement de grève de trois jours, du vendredi 23 au dimanche 26 septembre, a été très suivi nationalement par l'ensemble des sages-femmes, qu'elles exercent dans les hôpitaux, les cliniques ou en libéral. Avec 100% de grévistes, certaines maternités privées ont même dû fermer.

C'est la cinquième fois que les sages-femmes se font entendre depuis le début de l'année, sans que leurs revendications soient prises en compte, concernant à la fois leurs salaires, lorsqu'elles revendiquent notamment une modification de leur statut, et leurs conditions de travail. Certes, le ministre de la Santé, Olivier Véran, pour tenter de désamorcer leur colère, a annoncé une revalorisation des salaires pour les sages-femmes exerçant à l'hôpital calquée sur celle accordée au personnel hospitalier :

une hausse mensuelle de 100 euros brut, soit 83 euros net, auxquels s'ajoute une prime de 100 euros net, versée, elle, une seule fois. Déjà, cette augmentation ne concernera que les trois quarts des 23 500 sages-femmes, mais surtout, cela ne fait pas le compte alors que les salaires tournent autour de 1 700 euros.

Mais ce que l'on a surtout pu entendre au travers des témoignages diffusés lors de ces journées de grève, c'est, comme pour l'ensemble du personnel médical, la lassitude et la colère ressenties



Grévistes à Lens.

face aux tâches qu'elles ne peuvent accomplir, faute de temps. « On est lessivées, surchargées », témoignait l'une d'entre elles. « On n'a pas le temps, on est en flux tendu en permanence, on s'excuse

tout le temps [...] ce n'est pas une bonne façon de prendre en charge les gens », dénonçait une autre. Et toutes demandent d'avoir les moyens d'exercer leur métier dans des conditions qui ne leur

donnent pas le sentiment d'être « maltraitantes » et qui leur permettent de respecter les femmes dont elles s'occupent, en prenant soin d'elles et de leurs bébés.

Marianne Lamiral



Nos lecteurs écrivent : aides à domicile sous-payés

« À l'occasion des annonces de Castex sur l'aide à la personne et les Ehpad, les médias ont diffusé des reportages sur les aides à domicile, montrant le manque cruel d'effectifs, les conditions de travail déplorables et les bas salaires.

Au passage, ils pointaient le « manque de considération » pour ce métier, manière édulcorée de nommer ce qui est en fait un véritable mépris de la part des dirigeants à l'encontre de ces travailleurs.

Je suis aide à domicile dans l'agglomération toulousaine, employé par une entreprise privée. Nous avons un contrat à temps partiel annualisé, c'est-à-dire qu'on peut nous ajouter des heures supplémentaires, appelées heures de

modulation et payées en fin d'année. Jusqu'à 30% en plus de notre contrat, on ne peut pas les refuser. Et elles ne manquent pas, vu la faiblesse des effectifs. Dans ces conditions, beaucoup d'entre nous craquent et démissionnent. Celles et ceux qui ont un véhicule sillonnent une bonne partie du département sans que l'essentiel des frais kilométriques soit payé. Quant aux autres, qui utilisent les transports en commun, leurs journées peuvent avoir jusqu'à 12 heures d'amplitude (attention à ne pas louper le bus), pour honorer un contrat d'à peine une centaine d'heures par mois.

Non content de nous sous-payer, notre employeur cherche à grappiller jusqu'au moindre centime. Les quelques frais

kilométriques auxquels nous avons droit sont payés 22 centimes du kilomètre alors qu'ils sont facturés 52 centimes aux bénéficiaires. Il facture même à certains un forfait de 1,70 euro d'indemnités de déplacement par intervention sans qu'on en voie la couleur. Quand nous avons une demi-heure entre deux interventions, cela devrait nous être payé mais on ne nous paie qu'un quart d'heure... Et la liste est longue de ces petits larcins révoltants.

Le plus choquant concerne le paiement des heures de modulation. Quand il s'agit de les payer, l'imagination ne manque pas pour nous les réduire. La dernière invention est un mode de calcul qui faisait qu'un jour de congé valait moins d'heures qu'un

jour de travail. Du coup, quand nous prenions des vacances, on nous prélevait des heures de modulation précédemment acquises pour arriver à faire le nombre d'heures du contrat mensuel. Il a

fallu qu'un certain nombre d'entre nous protestent pour que cela soit rectifié... Et on n'est même pas sûr que ça l'ait été pour tout le monde. (...)»

Un lecteur d'Indre-et-Loire

Manifestation pour les salaires

Des aides à domicile et auxiliaires de vie se sont rassemblés à Paris devant le ministère de la Santé jeudi 23 septembre à l'appel de la CGT.

Sur la cinquantaine de présents, plus d'une vingtaine sont venus témoigner au micro de leurs conditions de travail, de leur journée de travail de 10 ou 12 heures,

comprenant les temps de déplacement le plus souvent non payés; ils ont exprimé la nécessité d'augmentation des salaires et des embauches. Autant de revendications qui touchent l'ensemble des travailleurs et qu'il est urgent d'amplifier! La journée du 5 octobre en est l'occasion.

Correspondant LO

CHRU de Nancy : pas touche à nos congés !

Jeudi 23 septembre, plus de 300 hospitaliers ont fait grève à l'appel du Comité de défense pour le maintien des quatorze jours de RTT, avec le soutien de la CGT et de FO.

À partir de 7h30, dans une ambiance déterminée, une centaine d'agents ont participé à un barrage filtrant aux entrées de Brabois pour montrer qu'ils ne sont pas prêts à se laisser faire.

La direction du CHRU a annoncé son intention de supprimer leurs 14 jours de RTT aux 1250 agents de catégorie C des services administratifs, techniques et logistiques, en ramenant les horaires de travail quotidiens de 7h30 à 7 heures. Elle a calculé que cette mesure lui permettrait d'économiser 40 postes. Mais les

agents perdraient pratiquement trois semaines de congés dont ils bénéficient depuis vingt ans!

Une précédente journée de protestation, le 8 juin, avait été un succès: 1450 agents avaient fait grève à l'appel de la CFDT et de la CGT, et 700 personnes avaient défilé dans les rues de Nancy, du jamais vu depuis 2008. La CFDT, le syndicat majoritaire, n'avait pas organisé de suite à cette journée. Cependant, le 23 juin, une cinquantaine d'agents avaient fait irruption dans une réunion où le

DRH était venu défendre le projet devant les agents du magasin. Cette action réussie avait contribué à renforcer le comité de mobilisation qui s'était constitué à l'issue de la manifestation.

En septembre, loin d'être démobilisé par la période de congés, le comité a pris l'initiative d'appeler à la journée de mobilisation du 23. La CFDT, qui était aux abonnés absents jusque-là, a sorti alors un projet de protocole d'accord qu'elle prétendait avoir négocié avec la direction pendant l'été – sans en informer les intéressés –, et program- mait pas moins de seize ré- unions dans les différents services. Elle affirme que les quatorze RTT seraient



simplement remplacés par autant de RCA, c'est-à-dire des repos compensateurs liés à des heures supplémentaires au-delà de sept heures de travail. Elle assure que cela ne changera rien, mais ce qu'elle ne dit pas, c'est que les agents n'ont aucune garantie qu'on leur proposera des heures supplémentaires pour leur permettre d'avoir des RCA.

Il s'agit bien d'une entourelle destinée à semer le doute parmi les agents. Le but de la direction n'est

en effet pas de revenir à la case départ, mais de faire des économies de postes. Ce n'est d'ailleurs qu'un début, puisqu'elle a annoncé vouloir à terme supprimer 150 postes dans les services dits « supports ». Le fait qu'elle prétende que c'est pour créer dans le même temps 135 postes de soignants ne les rend pas plus acceptables!

Le comité vient de lancer une pétition et prépare de prochaines actions.

Correspondant LO

Hôpital de Mulhouse: plan blanc et économies sur la santé

Pour la deuxième fois depuis le début de la pandémie, le groupement hospitalier de Mulhouse a activé le plan blanc.

Cela entraîne la fermeture de certains services, ou leur fonctionnement à minima. En particulier, une proportion importante (plus du tiers) des opérations sont reportées, ce qui est dur et éprouvant pour les patients.

Cette décision a été prise à la suite de l'obligation

vaccinale pour le personnel hospitalier. La direction en a profité pour en rendre responsables les soignants non vaccinés, ce qui a été repris par les médias. À ce jour, quelque 170 salariés ont été suspendus pour cette raison, sur les 6300 salariés de l'hôpital. Il s'agit pour

les autorités de montrer du doigt ces soignants et de détourner l'attention des véritables responsables de la situation actuelle.

Cela fait des années que l'hôpital fonctionne difficilement, que les salariés demandent des embauches, et cela avant même la pandémie. Le Covid a bien sûr renforcé les difficultés, mais depuis un an et demi, les

établissements de la région n'ont ni formé ni embauché, même partiellement, le personnel nécessaire. Il était prévisible, et même annoncé, que l'obligation vaccinale entraînerait des suspensions, ce qui rendait encore plus nécessaires ces embauches. D'autant qu'une partie des salariés de l'hôpital ont démissionné et que d'autres sont en

arrêt, épuisés par les conditions de travail plus que difficiles.

La direction et les autorités montrent du doigt le personnel alors que les économies rendent le travail infaisable, et qu'elles refusent de mettre les moyens pour pouvoir soigner la population de façon humaine et efficace.

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),

membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries Lyonnaises de presse) - Dépôt légal octobre 2021.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Contrairement aux partis qui défendent l'ordre social, qui sont financés par la bourgeoisie à travers de multiples canaux, qui monopolisent les passages dans les grands médias, Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. Les dons et cotisations versés à un ou plusieurs partis politiques ne peuvent excéder au total 7 500 euros par an. Si vous souhaitez nous soutenir financièrement, il est possible de payer par carte bancaire sur notre site ou de nous adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière,

en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas

droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».

Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom.....

Adresse

Code postal. Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris
à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Audio-LO

www.lutte-ouvriere-audio.org

Grande-Bretagne : l'absurdité du Brexit

Confronté à une pénurie de main-d'œuvre, en particulier de chauffeurs routiers, qui entraîne des ruptures d'approvisionnement dans les magasins, Boris Johnson va délivrer en urgence 10 500 visas à des travailleurs étrangers.

En 2016, l'actuel Premier ministre britannique a été l'un des artisans du vote pour le Brexit. Par calcul politique face à ses concurrents dans son propre parti, le Parti conservateur, et par surenchère xénophobe face au parti d'extrême droite UKIP, il expliquait alors aux travailleurs britanniques que les responsables de leurs bas salaires et de leurs conditions de vie difficiles étaient les travailleurs

venus de l'Union européenne. À l'en croire, en quittant l'UE et chassant les travailleurs étrangers, tout irait mieux pour les Britanniques.

Maintenant que le Brexit est effectif, les conditions d'entrée pour les Européens qui souhaitent venir travailler en Grande-Bretagne se sont durcies. Du fait de la pandémie et des confinements successifs, nombre de travailleurs étrangers,

européens ou autres, qui étaient rentrés provisoirement chez eux, se heurtent à des barrières administratives pour revenir. Plusieurs centaines de milliers d'autres ont quitté la Grande-Bretagne pour de bon. Par démagogie xénophobe, le gouvernement britannique a rendu difficile l'installation dans le pays. Il manquerait aujourd'hui quelque 100 000 chauffeurs dans le transport routier et de nombreux travailleurs dans l'agroalimentaire, en particulier dans les abattoirs. Ce sous-effectif se traduit par des rayons vides dans les supermarchés et la crainte d'une pénurie

d'essence. Et, comme toujours, les menaces de pénurie entraînent la spéculation et l'augmentation des prix, dont pâtissent d'abord les classes populaires.

En Grande-Bretagne comme en France ou ailleurs, l'industrie, l'agriculture, le transport, les services de santé ne peuvent fonctionner que grâce à des dizaines de millions de travailleurs anonymes, qualifiés ou pas, titulaires ou précaires, nationaux ou étrangers. Plus les conditions de travail sont difficiles et ingrates, plus la proportion de travailleurs étrangers et précaires augmente. Sans surprise,

depuis le Brexit, les patrons britanniques n'ont ni augmenté les salaires ni amélioré les conditions de travail dans le transport routier ou dans les abattoirs.

Ce que démontre la crise en cours, c'est que chaque travailleur est indispensable. À l'inverse, les politiciens à la Boris Johnson, qui sèment la division entre les opprimés en prônant les vertus du protectionnisme et du repli national, sont des apprentis sorciers dont les travailleurs doivent se méfier dans tous les pays et dans toutes les langues.

Xavier Lachau

Aide au développement : celui des capitalistes

En août dernier était votée une loi programmant une augmentation sur trois ans de l'aide au développement des pays pauvres. Officiellement destinée à financer des projets améliorant la situation de leur population, elle a surtout pour but d'aider les entreprises françaises à arracher des marchés et à faire face à leurs concurrents sur le marché africain.

Une enquête, menée par le site Médiapart et le groupe de journalistes d'investigation Disclose, en donne quelques exemples.

Les dix sociétés qui ont remporté le plus d'appels d'offres de l'Agence française de développement (AFD) entre 2015 et 2019 sont toutes françaises : une filiale d'Engie, une autre de Suez environnement, ou la société de sécurité Amaranthe, qui se prévaut d'*« assurer la protection de ses clients y compris dans les*

zones sensibles ». Il est peu probable que les clients en question soient de paisibles paysans africains.

En 2016, deux entreprises étaient sélectionnées pour la rénovation de l'aéroport de Douala au Cameroun : une filiale de Vinci et une filiale de Fayat, alors quatrième groupe français de BTP. Deux ans plus tard, les compagnies aériennes se plaignaient de l'insécurité des installations, malgré les 24 millions d'euros prêtés par l'AFD pour ce chantier.

Les journalistes qui ont voulu accéder aux documents concernant les contrats passés se sont vu opposer le secret bancaire.

Jusqu'en 2020, l'AFD a aussi soutenu financièrement une société possédant une plantation de palmiers à huile en République démocratique du Congo, au nom du nécessaire développement de « l'agro-industrie, complément de l'agriculture familiale ». Les terres y avaient été volées aux paysans, les employés maltraités et mis en danger par les produits chimiques utilisés, ont révélé les témoignages recueillis sur place par les journalistes.

Quant à l'argent du développement, ces travailleurs n'en ont jamais vu la couleur!

D. M.

Lisez *Lutte de classe*, revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du n° 218 (septembre-octobre 2021)

- **Afghanistan : le retour des talibans, résultat de vingt ans de guerre impérialiste**
- **Désastre sanitaire et mobilisation sociale en Martinique et en Guadeloupe**
- **La Côte d'Ivoire après le retour de Gbagbo : vers une nouvelle crise politique ?**
- **Palestine - Israël : l'oppression nourrit le chaos et renforce les courants réactionnaires**
- **Allemagne : après seize ans, la fin de l'ère Merkel**
- **Feux de forêt en Californie : la crise s'aggrave**
- **Le retour de l'inflation**

Prix : 2,5 € - envoi contre cinq timbres à 1,28 €.



Manifestations pour le climat : viser les causes

Vendredi 24 septembre, c'était la reprise des manifestations pour le climat, qui avaient été lancées en 2019 par la militante écologiste suédoise Greta Thunberg. Son mouvement, Fridays for future, a annoncé plus de 1 500 événements à travers la planète.

Dans plusieurs grandes villes, comme New York ou Berlin, ces manifestations ont été un événement, rassemblant des milliers de manifestants, souvent jeunes. Les organisateurs

du mouvement avaient notamment en ligne de mire la 26^e conférence des Nations unies sur le climat (COP26), qui se tiendra en Écosse début novembre.

Le récent rapport du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) est encore plus alarmiste que les précédents. De nombreux scientifiques font le lien entre le réchauffement climatique et les événements de cet été, comme les inondations en Allemagne, en Belgique ou en Chine, ou encore les dômes de chaleur en Amérique du Nord. Selon plusieurs organismes associatifs ou liés à l'ONU, tels que le Haut-commissariat aux réfugiés, dans certaines régions du globe le réchauffement dégrade déjà les conditions de vie au point de contraindre à l'exil des

dizaines de millions de personnes, trop pauvres pour s'adapter.

Tout cela donne raison à ceux qui manifestent. Mais les perspectives de Greta Thunberg se limitent à dénoncer l'inaction des dirigeants et à tenter de faire pression sur eux pour qu'ils mettent en place des réformes plus profondes.

Cette perspective butte sur le fait que, dans ce système, c'est le marché qui gouverne, et non les États. Aussi soucieux du climat qu'ils se disent, les dirigeants politiques n'ont aucune intention de remettre en question l'économie de marché. Or c'est bien cela qui serait nécessaire pour aboutir à une utilisation rationnelle des ressources, en fonction des besoins de l'humanité.

Thomas Baumer



Manifestation pour le climat en Allemagne.